



LA FEDERATION COMMUNIQUE

SODIAAL : LA CASSE CONTINUE

Le groupe Sodiaal vient d'annoncer la fermeture de trois usines Candia (St Yorre, Le Lude et Villefranche sur Saône) et la suppression de 313 emplois.

Une nouvelle fois, la concurrence européenne et la compétitivité sont invoquées pour justifier les décisions de casse industrielle.

Dans le cas de Sodiaal, la ficelle est grosse. L'activité laitière française affiche un solde de notre commerce extérieur excédentaire de 3 Milliards d'Euros, en progression de 23,5 % sur les 5 dernières années et une progression de nos exportations de 11 % sur le dernier exercice (2011).

Comment dans de telles conditions invoquer la concurrence européenne ?

Cela d'autant que les industriels et les coopératives laitières français payent moins cher de lait aux producteurs que leurs principaux concurrents.

Le prix payé aux producteurs se situe au 7^{ème} rang de l'Europe des 15, derrière les principaux concurrents que sont l'Allemagne et l'Italie mais également, le Danemark, l'Autriche, les Pays Bas et l'Irlande et les salaires dans les secteurs laitiers sont parmi les plus bas des industries agroalimentaires. Les grilles de salaires conventionnelles sont en dessous du smic.

Ce n'est donc ni un problème de compétitivité, ni un problème de concurrence qui justifie les décisions de fermetures des trois usines décidées par Sodiaal, mais bien une volonté de restructurer l'activité en concentrant la production sur cinq usines afin de réaliser plus de profits permettant de satisfaire les exigences des banquiers qui réclament leur dîme liée à la reprise d'Entremont par Sodiaal.

Cette gestion de la coopérative, qui se calque sur les mêmes critères de rentabilité financière que les entreprises laitières industrielles, a déjà amené Sodiaal à céder à l'américain Général Mills, Yoplait, fleuron de l'activité laitière française.

Une nouvelle fois, ce sont les salariés et leurs familles qui vont payer le prix de cette gestion qui de surcroît, ne répond en rien aux intérêts de la grande masse des 12 400 producteurs laitiers adhérents de la coopérative.

La défense de l'emploi, de notre potentiel agricole et industriel nécessite que le statut de la coopération agricole soit profondément démocratisé pour revenir sur ses objectifs fondamentaux de valorisation de la production agricole, de maintien et de renforcement de l'activité économique en milieu rural et de création d'emplois qualifiés et bien rémunérés.

La politique du groupe Sodiaal tourne le dos à ces objectifs.

Montreuil le 19 novembre 2012.